



REPUBLIQUE DU SENEGAL
Ministère des Infrastructures, des Transports
Terrestres et du Désenclavement (MITTD)



TDR

**Recrutement d'un(e) consultant(e) individuel(le) pour
réaliser une étude de genre et d'inclusion sociale dans le
cadre du Projet d'Amélioration de la Connectivité des
Zones Agricoles du Nord et du Centre (PCZA)**

Janvier 2024

I. Contexte et justification du Projet

Le Sénégal a adopté un nouveau modèle de développement pour accélérer son développement économique et social. Cette stratégie, appelée Plan Sénégal Emergent (PSE), constitue la référence en matière de politique économique et sociale à moyen et long terme. Dans le cadre du PSE, le Gouvernement met en œuvre un Plan d'actions prioritaires 2019-2023 qui comprend 3 axes : (i) Transformation structurelle de l'économie et croissance ; (ii) Capital humain, protection sociale et développement durable et (iii) Gouvernance, institutions, paix et sécurité. L'axe 1, relatif à la transformation structurelle, comprend l'objectif stratégique 3 relatif au "renforcement des infrastructures de qualité".

Pour réaliser la vision et les objectifs du PSE dans le secteur des transports, le gouvernement a défini sa stratégie à travers une lettre de politique sectorielle couvrant la période 2020-2024. Cette lettre de politique sectorielle met l'accent sur la gestion et la mise en œuvre d'infrastructures de transport durables pour soutenir l'économie rurale et urbaine. Cela inclut la mise en place d'un système de logistique et de transport adéquat pour faciliter le transport des produits agricoles vers les centres de consommation. Assurer le lien entre les zones à fort potentiel de production et les marchés (consommation, exportation, transformation) est un objectif crucial. Les principales zones de consommation dans les régions du nord et du centre sont les villes de Saint Louis, Louga et Richard Toll au nord ainsi que Touba, Diourbel, Kaffrine, Kounghoul et Kaolack au centre.

C'est dans le cadre de la résolution de ces problématiques que s'inscrit le Projet d'amélioration de la Connectivité dans les Zones Agricoles (PCZA) du Nord et du Centre. L'objectif de développement du projet est « d'améliorer la connectivité routière dans une perspective de résilience dans certaines zones agricoles du Sénégal et appuyer les capacités institutionnelles en matière de sécurité routière au Sénégal » qui sont des zones à fort potentiel agricole et à fort taux de pauvreté. Ce choix est conforme au schéma directeur du transport routier et autoroutier du Sénégal, qui a travers trois plans quinquennaux (entre 2015 et 2030) définit les besoins du pays en matière d'infrastructures routières. Le projet sera conçu pour tenir en compte les aspects de résilience et d'adaptation de l'infrastructure et des populations bénéficiaires. Cela soutiendra également l'agenda de l'équité territoriale, la réduction de la pauvreté et le développement économique et social. Dans ce sens, le projet va favoriser l'emploi direct et indirect des jeunes par l'amélioration d'un maillon de la chaîne de valeurs agricoles, notamment le transport des produits agricoles.

Le projet est structuré autour de cinq composantes, qui sont : (i) améliorer la connectivité des transports dans une perspective de sécurité et de résilience dans des zones sélectionnées ; (ii) appui à l'accès aux opportunités économiques et aux petites infrastructures communautaires ; (iii) gestion de projet et appui institutionnel au secteur des transports ; (iv) la composante d'intervention d'urgence conditionnelle et (v) appui à la sécurité routière. La composante 3 comporte des activités de formation.

Dans le Project Appraisal Document (PAD), il est prévu de faire une étude genre. Cette étude vise à contribuer à combler les écarts entre les sexes en matière d'emploi, tant dans le secteur

de la construction que dans celui de l'agriculture. Étant donné les écarts existants entre les sexes dans le secteur de la construction, au cours de la première année de mise en œuvre, une étude de base sur les obstacles au recrutement et à la rétention des femmes pour participer à des travaux de génie civil sera réalisée pour alimenter un plan d'action en faveur de l'égalité des sexes visant à impliquer les femmes dans la réhabilitation et l'entretien des routes et leur participation dans les chaînes de valeur agricoles.

II. Description du projet

Le projet est structuré autour de cinq composantes indiquées ci-dessus.

Composante 1 : améliorer la connectivité des transports dans une perspective de sécurité et de résilience dans des zones sélectionnées – Cette composante vise à améliorer la connectivité dans les zones de haute production agricole au nord (Ferlo, delta et vallée du fleuve Sénégal) et centre (bassin arachidier) et à réduire significativement le coût du transport et améliorer la sécurité routière :

- ✓ Aménagement et bitumage de la route Kahone-Guinguinéo-Mboss-Gnibi (53 Km) ;
- ✓ Aménagement et bitumage de la route Mbirkilane-Mabo-Sinthiou Wanar-Touba Saloum, de la route Sinthou Wanar - Kaffrine et de la bretelle Mbirkilane-Djamal (75 km) ;
- ✓ Aménagement et bitumage de la route Frontière Gambie-Maka Gouye-Sali-Koungheul et Koungheul-Touba Ali Mbinde (45 km) ;
- ✓ Aménagement et bitumage de la route Touba Ali Mbinde-Lour-Ribo escale-Payar (54 km) ;
- ✓ Aménagement et bitumage de la route Ribo Escale - Dayane Kadioly (50 km) ;
- ✓ Aménagement et bitumage de la route Dayane Kadioly – Vélingara Ferlo – Loumbel Lana –CFN3 (51 km)
- ✓ Réhabilitation de la route Mboro-Diogo (23 Km) ;
- ✓ Aménagement et bitumage de la route Tivaouane-Pambal-Darou Alpha (20 Km) ;
- ✓ Aménagement et bitumage de la route Dahara –Mbeuleukhé et bretelle de Yang-Yang (43 km).

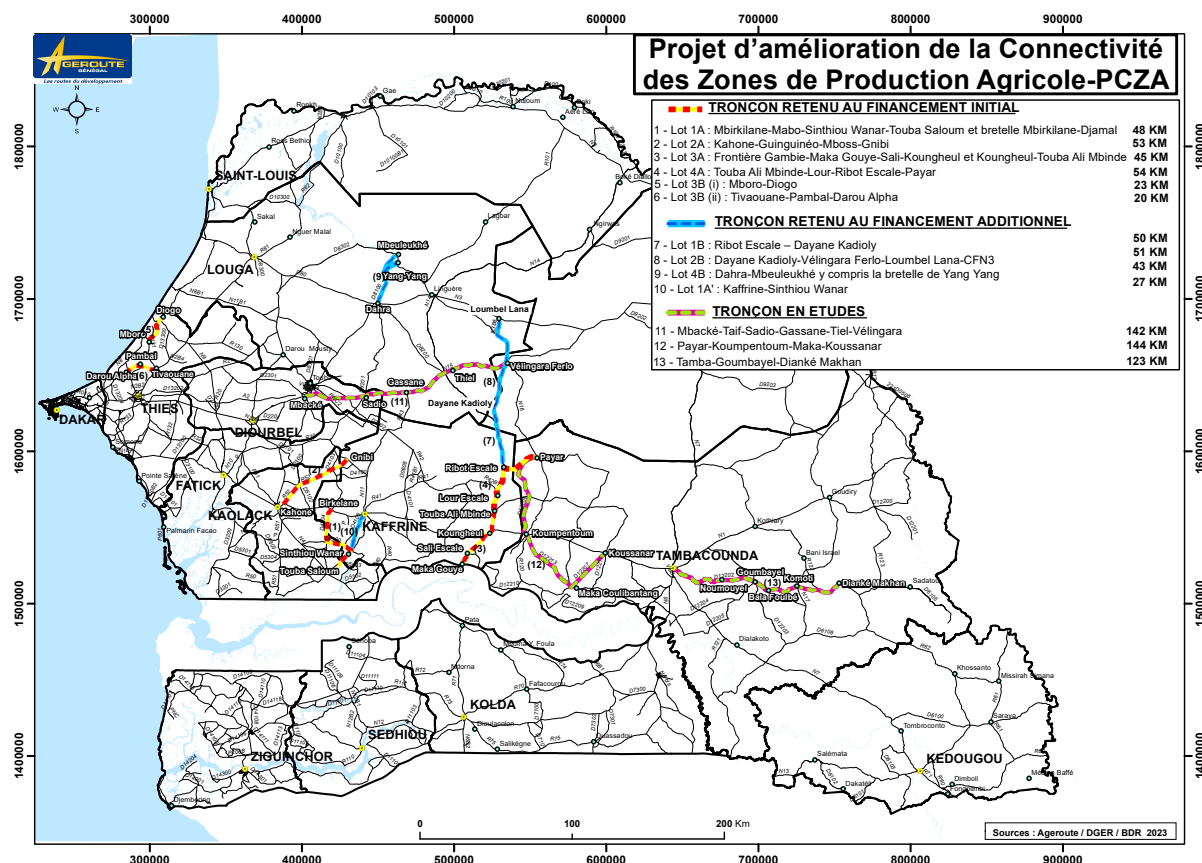


Figure 2 : Carte des différents axes de la composante 1

Composante 2 : appui à l'accès aux opportunités économiques et aux petites infrastructures communautaires. Cette composante soutiendra l'accès aux opportunités économiques et aux petites infrastructures communautaires. Dans cette composante, il s'agira de construire ou de réhabiliter des infrastructures sociales de base comme des écoles, de postes/centres de santé et des marchés. Le projet envisage également la mise en place d'infrastructures économiques de transformation agro-alimentaires appelées Plateformes Multifonctionnelles (PTFM) d'appui aux femmes.

Composante 3 : gestion de projet et appui institutionnel au secteur des transports

3.1 Appui institutionnel au secteur du Transport. Cette composante vise à renforcer les capacités des structures en charge de la mobilité urbaine, de la sécurité routière et de la préservation du patrimoine routier. Pour la mobilité urbaine, il s'agira de mettre en place des Plans de Mobilité Urbaine Soutenable (PMUS) dans des villes secondaires comme Saint Louis et Touba. Au niveau de sécurité routière, le projet appuiera l'opérationnalisation de la nouvelle entité (Agence Nationale de Sécurité Routière) en cours de mise en place, par le financement des outils de gestion (manuels de procédures, études sur la sécurité routière, formation, sensibilisation, etc.). Pour la préservation du patrimoine routier, le projet appuiera (i) les efforts du gouvernement dans les réformes en cours dans la mise en place du FERA, à travers des études sur la diversification des sources de financement de l'entretien routier ; (ii) la sensibilisation sur le contrôle de la charge à l'essieu et sur la préservation du patrimoine

routier et (iii) l'acquisition de matériel de laboratoire géotechnique pour le renforcement des capacités du laboratoire national le CEREEQ. Les activités de cette composante seront réalisées en étroite collaboration les structures concernées comme l'ANASER, la Direction des Transport Routiers, la Direction des Routes, le CETUD, le FERA, et le CEREEQ.

3.2. Gestion du projet. Cette composante prend en compte les activités de suivi évaluation, d'audit, de communication, de formation et de fonctionnement de l'Unité de Gestion du Projet (UGP)

Composante 4 : Contingences/Emergencies. Cette composante constitue une provision à utiliser en cas d'évènements non prévisibles

Composante 5 : appui à la sécurité routière portant sur le renforcement des capacités en matière de sécurité routière dans cinq domaines clés : (i) capacité de gestion de la sécurité routière, (ii) véhicules plus sûrs, (iii) infrastructures routières plus sûres, (iv) usagers de la route plus sûrs et (v) vitesses plus sûres .

III. Objectifs de l'étude

Les principaux objectifs de cette étude sont :

(i) d'analyser les disparités de genre dans les principaux maillons des chaînes de valeur agricoles, c'est-à-dire la production, l'agrégation, la transformation et la distribution. Cette étude permettra de comprendre le rôle, la place et l'expérience des femmes, des hommes et des jeunes dans ces chaînes, les défis et les opportunités pour chacun de ces groupes, et de formuler des recommandations pour éliminer les principaux obstacles liés à l'accès aux ressources productives et à de meilleures parts de marché.

(ii) d'évaluer les disparités de genre dans le secteur routier au Sénégal, pour combler les écarts de main d'œuvre entre femmes et hommes. Afin de créer des opportunités d'emploi pour les femmes dans la construction routière. Cette évaluation examinera les obstacles que rencontrent les femmes à exercer les métiers traditionnellement masculins dans les domaines de travaux de génie civil liés au transport, l'entretien et la maintenance des routes.

IV. Mandat du Consultant

➤ Disparités de genre dans les chaînes de valeur agricoles

Le consultant individuel sera amené à collecter des données quantitatives et qualitatives au niveau des zones de production agricole sélectionnées par le projet afin de mener à bien les tâches suivantes :

- ✓ Identifier les expériences en cours dans l'amélioration de la participation des femmes dans les chaînes de valeur agricoles, dégager les leçons apprises y compris les défis opérationnels rencontrés dans la mise en œuvre (p. ex. Plateformes multifonctionnelles). L'analyse permettra d'identifier les parties prenantes potentielles avec lesquelles le projet pourrait travailler.
- ✓ Cartographie des chaînes de valeur dans une perspective de genre afin de comprendre les différences entre le rôle et la participation des femmes et des hommes dans les différents maillons de ses chaînes de valeur (c'est-à-dire la production, l'agrégation, la transformation et la distribution). Les données collectées doivent être désagrégées par sexe et analysées afin de comprendre les différences entre les sexes et les obstacles à leur participation ; l'accès et le contrôle des ressources productives ; accès et contrôle des bénéfices. La cartographie doit comprendre une :
 - Définition de la zone cible et l'identification des chaînes de valeur dans lesquelles les femmes sont très présentes,
 - Identification des principaux acteurs et leur rôle dans chaque maillon de ses chaînes,
 - Identification de la part de participation des femmes et des hommes dans chaque maillon de ses chaînes,
 - Une analyse des différents types d'activités génératrices de revenus des femmes en lien aux chaînes de valeur, des difficultés qu'elles rencontrent dans leurs activités productives ainsi que des mesures correctives envisagées pour renforcer leur capacité économique par la mise en place et l'exploitation des plateformes multifonctionnelles,
 - Une analyse de la différence de rentabilité des types de produits agricoles cultivés par les femmes, les hommes et les jeunes,
 - Une analyse du rôle, de la place, de l'expérience et des conditions de travail des hommes, des femmes et des jeunes dans les différents maillons de chaque chaîne,
 - Une analyse des relations de pouvoir interpersonnelles et intra-familiales sera analysée, y compris la manière dont elles façonnent la prise de décision des hommes, des femmes et des jeunes, l'accès et le contrôle des intrants, des ressources productives (financement et équipement), le partage des revenus au niveau des ménages.
- ✓ Cartographier les services de soutien aux chaînes de valeur, c'est-à-dire ceux qui créeront un environnement propice à la participation des femmes (par exemple, les prestataires de services tels que les services financiers et de développement des entreprises) et dans quelle mesure les femmes en bénéficient.
 - Un examen de l'impact des différences entre les sexes et les âges sur (i) l'accès des hommes, des femmes et des jeunes à la connaissance et à l'information, à la formation, au crédit, à la technologie et aux outils de transformation des produits.
- ✓ Identification des facteurs externes qui peuvent favoriser ou entraver la participation des femmes, y compris, mais sans s'y limiter, au cadre juridique ou aux lois constitutionnelles liés à la propriété des biens et des terres, les politiques liées à la

finance, les tendances de consommation, l'accès à l'information, les transports et les normes de genre.

- Parmi les facteurs favorables, un effort particulier doit être fait dans l'analyse des facteurs socio-économiques, culturels, religieux et juridiques qui sous-tendent les différentes normes de genre dans les communautés vivant dans les zones du projet parmi les hommes, les femmes et les jeunes. Il examinera également l'impact des qualités de genre sur leur participation aux activités de production et de reproduction. La collecte de données de ces éléments en particulier, doit suivre des normes éthiques et éviter tout type de préjudice à la population pendant la recherche.
- ✓ Une analyse des tendances et des motifs de déplacement des producteurs/trices et vendeur/se.s.
- ✓ Une analyse des entraves à la mobilité auxquels sont confrontés les producteurs/trices et les vendeur/se.s dans l'exercice de leurs activités génératrices de revenus, y compris les problèmes de sécurité personnelle pendant leur déplacement (harcèlement de rue et autres types de violence basée sur le genre).
- ✓ La réalisation d'une cartographie des groupements de femmes et de jeunes, des pôles d'activités économiques tels que les zones de production agricole, les marchés, et autres centres d'activités économiques principalement fréquentés par les femmes et les jeunes dans toutes les zones du projet. Cette cartographie devrait également permettre d'identifier les meilleurs emplacements pour les plateformes multifonctionnelles et les nouveaux espaces de stockage des produits agricoles. L'analyse devrait identifier les origines et destinations tenant compte des différences de mobilité entre les femmes et les hommes en termes d'accès aux marchés. Un processus participatif sera utilisé permettant aux femmes d'identifier les caractéristiques et les emplacements des interventions complémentaires dans les domaines de l'agriculture et des infrastructures à être financées par le projet.
- ✓ Un inventaire des violences basées sur le genre (VBG), des risques d'exacerbation liés au projet et des propositions de mesures d'atténuation lors de la mise en œuvre du projet ;
- ✓ Une proposition de mise en place d'une organisation faîtière de groupes de femmes et d'un mode opératoire pour les plateformes multifonctionnelles dans les communes bénéficiaires : Mboss, Gniby, Birkelane, Notto Gouye Dama, Mboro, Dahra, Kounghoul et Vélingara Ferlo (unité laitière).

Il conviendrait d'élaborer une proposition de plan d'actions en faveur de l'égalité, assortie d'actions claires et d'indicateurs pour les chaînes de valeur identifiées, et les services connexes. Les activités pourraient inclure, mais sans s'y limiter, à la formation des femmes, la création de groupements/associations de femmes, où ces groupements seraient bénéficiaires d'équipements agricoles modernes, de formation à l'entrepreneuriat et d'autres domaines identifiés par l'analyse, de nouvelles technologies, et de la mise en place de régimes d'épargne de groupes. Cette étude devrait permettre de comprendre les disparités de genre dans les chaînes de valeurs identifiées dans les zones du projet. Une approche mixte appropriée (qualitative et quantitative) devrait être utilisée pour collecter des données auprès

des communautés, mais aussi par le biais de la documentation pertinente et de toute autre source d'information pertinente.

➤ **Disparités de genre dans le secteur routier**

Le consultant individuel collectera également des données quantitatives et qualitatives au niveau du secteur routier, et présentera une analyse des disparités de genre dans le secteur routier au Sénégal, pour combler les écarts de main d'œuvre entre femmes et hommes. Il réalisera les tâches suivantes:

- ✓ Revue de littérature, et collecte de données disponibles dans les départements de ressources humaines des institutions en charge de la construction et gestion des routes,
- ✓ Ateliers de consultations, des entretiens individuels et focus groupes avec les parties prenantes telles que les responsables des ressources humaines, les responsables et fonctionnaires des Ministères concernés, les responsables et employé.e.s des contractants, les responsables de départements de génie civil au sein des universités/écoles d'ingénieurs etc.,
- ✓ Analyse des politiques et pratiques de recrutement, de rétention et de promotions utilisées au sein des institutions/opérateurs de construction et gestion des infrastructures routières,
- ✓ Évaluation des disparités de genre dans le secteur,
- ✓ Définition des indicateurs d'emploi désagrégés par sexe et renseigner leur ligne de base,
- ✓ Toutes tâches nécessaires au bon déroulement de l'évaluation,
- ✓ Plan d'actions genre pour combler les écarts de main d'œuvre entre femmes et hommes dans le secteur, avec proposition de cibles pour chaque indicateur.

V. Activités à réaliser dans le cadre de cette mission

Pour le consultant, il s'agira de :

- ✓ Proposer le contenu du protocole de recherche, y compris la méthodologie de travail, la population cible ; et les outils de collecte de données ;
- ✓ Adopter des considérations éthiques précises pour la recherche, et conformément à la réglementation du Sénégal ;
- ✓ Proposer la méthodologie de travail ;
- ✓ Élaborer des outils de collecte de données ;
- ✓ Établir un chronogramme de travail ;
- ✓ Établir un plan d'action pour intégrer les femmes dans la main-d'œuvre locale ;
- ✓ Réaliser la cartographie des organisations de femmes et de jeunes, et des pôles d'activités économiques essentiellement fréquentés par les femmes et les jeunes ;
- ✓ Rédiger un rapport provisoire ;
- ✓ Prendre en compte les observations de l'UGP et de la Banque mondiale et produire un rapport final ;

- ✓ Restituer le rapport aux équipes de l'UGP et de la Banque mondiale ;
- ✓ Rédiger une note non technique à partager avec les autres parties prenantes du projet.

VI. Livrables

Les livrables suivants sont attendus :

- ✓ Note d'orientation méthodologique ;
- ✓ Outils de collecte de données ;
- ✓ Un calendrier d'exécution de la mission ;
- ✓ Le rapport intérimaire de l'étude sur l'égalité entre les sexes ;
- ✓ Cartographie des groupes et pôles d'activités économiques très fréquentés par les femmes et les jeunes ;
- ✓ Les bases des données qualitatives et quantitatives ;
- ✓ Plan d'actions.

VII. Compétences du consultant

Le consultant doit avoir les compétences professionnelles suivantes :

- ✓ Être titulaire d'un Bac+4 en droit, sociologie ou équivalent avec une spécialisation dans un domaine lié à l'autonomisation des femmes et à l'égalité femmes-hommes et à l'inclusion sociale ;
- ✓ Avoir une expérience avérée de 10 ans dans la conception et la conduite de missions de collecte de données quantitatives et qualitatives en milieu rural : (i) développement d'outils de collecte, (ii) traitement et analyse des données collectées, (iii) interprétation des données, et (iv) rédaction de rapports ;
- ✓ Avoir réalisé au moins deux études sur le genre et l'inclusion sociale ;
- ✓ Avoir une bonne connaissance des questions de violence basée sur le genre (VBG) ;
- ✓ Bonne connaissance des politiques de sauvegarde environnementale et sociale de la Banque mondiale ;
- ✓ Travailler dans un laboratoire ou une université serait un atout.

VIII. Critères d'évaluation

La sélection se fera sur la base des qualifications des consultants (SQC). La grille d'évaluation des propositions est la suivante :

- Bac+4 en droit, sociologie, anthropologie, développement et/ou spécialisation dans les questions liées à l'autonomisation des femmes et à l'égalité des genres et à l'inclusion sociale **(10 points)**
- 10 ans d'expérience dans la conception et la conduite de missions de collecte de données quantitatives et qualitatives en milieu rural **(notées sur 10 points : 1 point par an)**

- Avoir mené au moins trois études similaires au cours des 10 dernières années (**30 points** : 10 points par référence pertinente justifiée par une attestation de service fait du bénéficiaire)
- Réalisation de deux études sur le genre et l'inclusion sociale et/ou l'autonomisation des femmes (**20 points** : 10 points par référence pertinente justifiée par une attestation de service fait du bénéficiaire).
- Expériences avec des projets de la Banque mondiale (**20 points** : 10 points par référence pertinente justifiée par une attestation de service fait du bénéficiaire).
- Bonne connaissance des enjeux liés à la violence basée sur le genre (**10 points**)

Le délai estimé pour l'exécution des services est de soixante (60) jours.